

# Moins de droits et ... moins d'argent pour les Pénitentiaires ! **1 seul mot d'ordre : Mobilisation !**

Le 26 novembre 2024

## **TOUS MOBILISÉS DÈS LE 5 DÉCEMBRE 2024 !**

- Des salaires en berne... et une inflation non compensée !
- Des carences d'effectifs générant des rythmes de travail effrénés...
- Un manque de moyens matériels ..., malgré le protocole post Incarville !
- Une surcharge de travail causée par l'accumulation des missions, la surpopulation carcérale en milieu fermé tout comme l'augmentation des mesures en milieu ouvert...
- Un déficit d'attractivité de nos métiers...
- Des conditions de travail (et d'hygiène) dégradées générant une grande souffrance...
- Des agressions à répétition et manquement de l'administration à son obligation d'évaluer et de supprimer les risques afin d'assurer la sécurité de ses agents qu'elle soit physique ou mentale...
- ...

**Et aujourd'hui, le Gouvernement veut baisser la rémunération des fonctionnaires pendant un Congé Maladie Ordinaire de 10 % !  
Tout en imposant 3 jours de carence !!!**

***Ce Gouvernement veut faire les poches des agents malades pour combler des déficits dont ils ne sont en rien responsables ! Honteux !***

***C'est un nouveau bras d'honneur fait aux Fonctionnaires..., aux Pénitentiaires !  
Dernièrement, nous avons déjà assisté à une belle dose de mépris avec une ridicule augmentation de 0,06 € sur le traitement de base des agents en pied de grilles... pour coller à la revalorisation du SMIC !  
Ainsi que la suppression de la GIPA !***

**L'UFAP UNSa Justice soutiendra donc toutes les actions menées pour répondre à ces attaques contre nos acquis sociaux, contre ce foutage de gueule organisé !**

**Répondre à ces provocations est un acte citoyen !**

**Du retard de prise de service, jusqu'au blocage des établissements,  
en passant par les mobilisations jusque dans nos rues...**

***Tout est possible pour organiser la lutte !***

**Dans l'attente de cette journée de mobilisation, l'UFAP UNSa Justice boycottera toutes les instances nationales, régionales et locales !**

Le Secrétaire Général, Jean-Claude Roussy